Année XXV. № 648 — 30 Août 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Opinion populaire et criminalité
EFFET MORALISATEUR du FASCISME

On entend dire : à quelque chose malheur est bon. Et en effet le fascisme, tout en ayant été un déplorable et horrifiant phénomène de régression morale et politique, a cependant servi à dévoiler des germes de mal qui persistaient parmi la population et à faire penser aux remèdes opportuns. De lui nous pourrons tirer de précieuses leçons qui, espérons-le, seront mises à profit dans un prochain avenir.

Aujourd'hui nous voulons parler de l'influence du fascisme sur l'opinion que le peuple se fait des délinquants.

Naturellement ni nous ni le peuple ne tenons pour délinquants tous ceux que la loi nomme tels, tout orientée qu'elle est à garantir et à perpétuer les privilèges des classes dominantes. Mais indépendamment des classifications de la loi, il y a des individus qui pour une raison ou pour une autre sont un danger pour les hommes et contre qui tous sentent la nécessité de se défendre.

Pour nous un délit c'est toute action qui tend volontairement à augmenter la douleur humaine, c'est la violation du droit de tous à une égale liberté et à la jouissance du maximum possible de biens moraux et matériels.

Nous savons que, même le délit étant ainsi défini, il reste encore difficile à qui accepte cette définition de déterminer les délits dans le domaine des faits, car l'opinion des hommes varie sur ce qui est cause de douleur et cause de jouissance, sur ce qui est bien et sur ce qui est mal, sauf s'il s'agit de ces crimes brutaux qui blessent les sentiments essentiels de l'âme humaine et sont pour cela universellement condamnés. Cependant il est certain que pour les besoins de la vie collective telle qu'elle est déterminée par l'histoire et par les circonstances actuelles, il se constitue dans toute société une certaine morale, qui reconnaît à chacun des droits déterminés, dont la violation par la ruse ou par la violence est tenue pour crime et comme tel condamnée et poursuivie par l'opinion publique.

Ainsi chacun sent la nécessité de défendre l'intégrité de sa personne, le respect de sa liberté, la jouissance des résultats de son activité — et qui est incapable de se défendre par soi même et ne sait ou ne peut trouver l'aide nécessaire dans la solidarité de ses égaux, se confie à un gouvernement, c'est-à-dire à des « hommes armés », qui lui font payer une protection souvent insuffisante ou même illusoire, en lui extorquant du travail, en rognant sa liberté.

Quand nous faisons la critique de l'organisation coercitive de la société qui s'appelle Etat et qui se concrétise dans le gouvernement avec tous ses organes — corps législatifs, fisc, police, magistrature, force armée — préposés à défendre les intérêts des classes détenant le pouvoir et la richesse et quand nous préconisons de substituer à l'Etat la libre association de tous les intérêts, l'objection principale que l'on nous oppose est toujours celle-ci : Qui garantirait l'ordre public ? Comment se défendrait-on contre les criminels ?

On nous accorde facilement qu'en régime de liberté la production se développerait sans obstacles et monopoles artificiels et que les intérêts opposés s'harmoniseraient par la bonne volonté de tous, parce que l'harmonie serait nécessaire à tous et produirait l'avantage de chacun. Mais on ne peut concevoir comment il serait possible de se défendre contre les criminels, sans l'intervention d'un organisme mastodonte formé des professionnels de la répression, plus ou moins aptes à leur métier, mais incapables de découvrir et éliminer les causes du crime, ce qui importerait surtout, et d'ailleurs intéressés à leur persistance.

Il existe même toute une école d'économistes et de sociologues bourgeois qui reconnaît l'intervention du gouvernement comme nuisible à la vie et au développement de la société, dommageable à la liberté, ce facteur de progrès, de justice et de bien-être pour tous, et qui voudrait ne réserver au gouvernement que les fonctions de police, c'est-à-dire la défense de l'ordre public contre les délinquants, sans s'apercevoir ou sans convenir que ces fonctions répressives aboutissent à supprimer la liberté, à rendre tout gouvernement oppresseur et tyrannique.

Donc, par haine et crainte du crime la masse accepte et supporte n'importe quel gouvernement. Puis, par une singulière mais explicable contradiction, en haine du gouvernement elle supporte et aide les délinquants.

Ceux-mêmes qui pensent que sans gouvernement et sans police on tomberait à la merci de la criminalité, sentent de la sympathie pour tous ceux qui sont en lutte avec la police, même quand la lutte est due à des actes antisociaux réprouvés de tous. Elle est l'effet de la haine que provoque le gouvernement par ses vexations, ses abus de pouvoir.

Dans le criminel il y a toujours un rebelle contre la loi et contre l'autorité, et c'est ce qui le rend sympathique à ceux qui pour d'autres raisons souffrent de la loi et de l'autorité.

Prenez le pire des violents, un homme abusant de sa force physique et d'une sorte de courage brutal qui le rend indifférent au danger et s'imposant aux autres pour les exploiter et les humilier. Il devrait être mal vu, être fui, méprisé encore que craint et alors par l'instinct social qui est en tous, par le besoin d'estime et d'affection qu'éprouve même le plus dépravé des hommes, il se refrènerait, se corrigerait et traiterait bien autrui pour avoir le droit d'être lui-même bien traité. Mais il se trouve en conflit avec les policiers qu'il réussit quelques fois à rosser et le voilà entouré d'une auréole de gloire, admiré de ses victimes même.

C'est ainsi que tandis que la police s'efforce — ou devrait s'efforcer — de prévenir et réprimer les délits, elle détruit d'autre part la répugnance publique pour le délit, l'isolement moral du délinquant, qui serait la force moralisatrice la plus efficace et en même temps la plus humaine contre la criminalité. Et plus un gouvernement est tyrannique, plus la police est persécutrice et vexatoire, plus augmente l'esprit de complicité entre le public et les délinquants.

* * *

Mais le fascisme est en train de modifier cela.

Maintenant, en général, le criminel n'est plus en lutte avec la police, il est soutenu par le gouvernement et le soutient.

Celui qui était hier persécuté, soumis à la surveillance spéciale, exposé à chaque instant aux perquisitions dans sa demeure et sur sa personne, toujours sous la menace de la prison, c'est aujourd'hui celui qui va ostensiblement armé, qui perquisitionne chez les braves gens, commet toutes sortes de violences... et puis, s'il ne les a pas assommées, consigne ses victimes à la police et aux juges officiels.

Certes le phénomène n'est pas complètement nouveau. Les cas de complicité et d'appui mutuel entre malfaiteurs et policiers ont toujours été très abondants. Sans recourir aux exemples historiques et en nous limitant aux faits contemporains, il suffit de citer la *mafia* et la *camorra*, qui ont réussi à survivre parce que leurs membres ont fait et font le double jeu de rebelles d'une part et d'instruments du gouvernement d'autre part, voleurs et assassins pour leur propre compte, agents électoraux et délateurs pour le compte du gouvernement. Mais cette complicité a toujours été partielle, cachée, désavouée ; elle n'a laissé que trop aux *camorristi* et *mafiusi* le renom de rebelles et d'ennemis de la police et des mouchards, qui les fait supporter et dans certaines couches sociales admirer.

Avec le fascisme, toute hypocrisie, toute tergiversation est bannie ; le bon fasciste bâtonne, incendie, rançonne, assomme ouvertement et se vante d'être organe et soutien du gouvernement. Plus d'équivoques.

Chacun peut comprendre aujourd'hui que la violence c'est l'autorité, c'est le gouvernement, c'est la tyrannie, et que si le violent est tantôt l'ennemi, tantôt l'ami du policier, la chose est purement accidentelle, le fond moral de tous deux est identique. Et aujourd'hui il arrive en effet que les violents, même s'il ne sont pas fascistes, se vantent quand ils oppriment, d'agir *fascistement*.

Dans l'avenir et pour longtemps les violents seront appelés *fascistes*, et ce sera la condamnation populaire qui les conduira, espérons-le, à vivre en hommes civilisés, employant leur force et leur courage à des œuvres bonnes, si réellement ils sont des forts et des courageux et non de pauvres déchets humains qui abusent de l'impunité que leur assure la police.

Il se peut même que le mot *fasciste* reste définitivement dans la langue au sens d'oppresseur sans scrupules moraux, comme est resté avec une autre signification péjorative le mot *jésuite*.

Errico Malatesta.

Les réparations et la finance

Dans un article, paru dans le *Matin*, de l'ancien ministre français des travaux publics Le Trocquer, nous lisons cet aveu sur la mise en application du plan Daves :

Tout, en effet, dépendant du change allemand, dont le comité a le devoir de surveiller la bonne tenue, l'on devine aisément à quelles manœuvres pourront se livrer dans les diverses places les financiers allemands qui voudront s'opposer au transfert des espèces. Manœuvres d'autant plus redoutables que, ne l'oublions pas, les milliards de marks-or déposés depuis l'armistice dans les banques étrangères par les magnats de l'industrie allemande ont créé entre eux et la finance internationale des liens singulièrement puissants dont tant de faits récents ont montré la réalité !

Les banques étrangères ne peuvent être que les banques des pays alliés et associés et, sans doute aussi, quelques banques de pays neutres. Mais pourquoi sur un fait de telle gravité aucune enquête n'est-elle ouverte ? Est ce que le fameux crime d'intelligence avec l'ennemi, puni de mort, ne s'appliquerait pas à la haute finance ? L'inviolable secret des banques englobera-t-il aussi l'opération la plus oriminelle que ces banques peuvent commettre au point de vue patriotique et dont les conséquences ont une portée autrement redoutable que celles de tous les espions exécutés pendant et après la guerre ?

Retenons bien ceci que les gouvernements, tout en demandant aux travailleurs de briser tous liens entre eux, savent que des liens singulièrement puissants existent entre les financiers de tous pays, liens leur permettant d'exploiter le monde entier sans faire de différence entre vainqueurs et vaincus.

M. l'ancien ministre avoue implicitement que la finance internationale est l'ennemi international qui menace le peuple français et l'empêche de se relever. Nous n'avons jamais dit autre chose.

Dans le même article, M. Le Trocquer, vu qu'il n'est plus permis d'espérer des versements en espèces, préconise tout un programme de dix-huit milliards de travaux publics à faire exécuter avec main d'œuvre et matériaux allemands.

Mais pourquoi la reconstruction des régions dévastées ne s'est-elle pas faite ainsi, conformément à la proposition qui en avait été faite les

premiers mois après l'armistice ? Les entrepreneurs et les spéculateurs de France et de Navarre s y opposèrent ne voulant pas manquer l'occasion de réaliser d'énormes bénéfices avec la reconstruction comme auparavant avec la destruction. Leurs immenses voleries et celles des gros sinistrés ne sont maintenant plus un mystère pour personne.

Ainsi au fond de tous les malheurs, de tous les désastres, de toutes les crises et divisions, nous retrouvons l'œuvre de la finance, qui est à la base même du régime. Et il est impossible de concevoir la paix et le bien-être aussi longtemps que durera sa domination.

Ici et là

SA PRÉSENCE.

Depuis l'assassinat de Matteoti, un crime qui a révélé au monde entier les méthodes de brigandage du fascisme, Mussolini n'est pas sorti d'Italie, bien que depuis des mois il avait fait annoncer sa participation à toutes les conférences internationales, lui seul pouvant trouver les solutions aux questions posées.

Or, malgré toute sa fatuité, Mussolini est resté à Rome. Il est peu probable que ce soit par peur de sa peau, mais parce qu'il redoute de rencontrer, à l'étranger, trop de gens qui lui cracheraient leur mépris à la face. Il ne paraîtrait en public sans s'entendre dire quelques désagréables vérités qui ne contribueraient pas à augmenter son prestige de pitre sanglant.

Traité d'assassin par tous ceux qui réprouvent le banditisme, il ne pourrait guère faire figure de conquérant en rentrant dans la ville éternelle où il retrouverait une opposition fortifiée par la réprobation manifestée à l'étrauger.

Il devait aussi venir à Genève. Pour masquer son recul il fait annoncer qu'il viendra si sa présence est nécessaire. Mais elle ne sera pas nécessaire.

Nous savons bien que ce ne sont pas les politiciens qui seront réunis ces jours prochains à Genève, qui apporteront au monde une paix durable. Même avec une apparente bonne volonté leurs suggestions ne sauraient être efficaces. Prisonniers du monde capitaliste, les gouvernants ne peuvent envisager aucun moyen qui soit contraire à la finance. Or, pour établir la paix il faut que disparaisse le capitalisme. Cette disparition sera l'œuvre du peuple et non des diplomates. Mussolini, qui fait de l'Italie un coupe gorge, ne pourrait donner par sa présence à l'assemblée de la Société des Nations qu'une allure de farce macabre aux réunions de la dite assemblée.

L'AUTRE FILIBUSTIER.

C'est celui qui opère a Madrid sous la protection de la gendarmerie. Noceur sur le point d'être décavé, Primo de Rivera a choisi ce moyen hardi de se « refaire » : s'emparer du pouvoir avec l'assentiment d'Alphonse XIII et la complicité d'un certain nombre d'officiers à qui il promettait une part de la curée. Evidemment que Primo n'annonça pas qu'il avait pour but unique de se remplir les poches. Sa volonté, exprimée par proclamation, était de remettre sur la bonne route le char de l'État, ceci pour le plus grand bien du peuple espagnol.

Hélas ! Le véhicule est plus embourbé que jamais et si la situation financière du dictateur est améliorée, celle de l'Espagne est piteuse. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement. L'amélioration de l'état de vie de la collectivité, dans tous les domaines, ne peut être que le résultat de l'effort vers le mieux de toutes les énergies, chaque individu donnant le meilleur de lui où son action est la plus créatrice.

Il n'est point de sauveur suprême, c'est entendu. Mais en aucun cas le brigand, même en s'intitulant dictateur, ne peut jouer efficacement au saveur. Il n'est plus besoin de voyager en Calabre pour le savoir.

LES BANQUIERS.

La Conférence de Londres, la première depuis Versailles qui, nous dit on, a conclu quelque chose, s'est terminée par les congratulations que se se sont adressées réciproquement les négociateurs, tous des politiciens de marque. Les journaux à la dévotion de chacun d'eux ont fait grandement écho aux salamalecs officiels, renchérissant même souvent. Ne les connaissant pas, nous ne voulons pas discuter du mérite de ces personnages.

M. Lloyd George, qui fut plusieurs années premier ministre d'Angleterre, ne croit cependant pas au génie des ministres qui étaient réunis à Londre. Il connaît les gouvernants et sait d'où leur vient l'inspiration.

Le plan Dawes était l'œuvre des banquiers, dit-il, et ceux-ci ont donné aux ministres assemblés des ordres impérieux, à la façon des monarques absolus. Les discussions traînaient pour sauver le prétendu prestige des politiciens, mais en réalité ceux-ci n'avaient qu'à accomplir une formalité d'entérinement des volontés de la banque.

L'Etat au dessus de tout, nous dit on. Oui, mais pourquoi ? Pour mettre plus facilement les peuples à la merci d'un groupe de financiers qui ont droit de vie ou de mort sur leurs contemporains en décidant selon leurs intérêts de la paix ou de la guerre.

Rions de l'orgueil enfantin des politiciens, mais combattons l'Etat comme un instrument d'esclavage. A. A.

Idéal et nécessité

Rien de plus horripilant qu'un ancien anarchiste converti au bolchevisme et prétendant sermonner ses anciens camarades qui ont eu le tort de demeurer fidèles à leurs principes, surtout après que leur critique de plus d'un demi-siècle à la social-démocratie venait d'être confirmée en tous points par les événements. Et rappelons à André Girard, s'il l'ignore, que le parti bolcheviste s'est toujours nommé parti social-démocrate et avait un programme en tout pareil aux autres groupements du même nom. Lénine a attendu d'avoir conquis le pouvoir pour se dire communiste, afin de revendiquer la dictature prévue par le fameux Manifeste.

Donc, nous avons approuvé Lénine dans sa critique à Kerensky pour le blâmer ensuite d'avoir gouverné avec les mêmes moyens qu'il reprochait à son prédécesseur. Or, notre plus grand tort est précisément de ne pas admettre que Lénine se soit dédit à son tour. Nous sommes tout disposés à reconnaître que la nécessité GOUVERNEMENTALE — non pas celle RÉVOLUTIONNAIRE — était la même pour l'un et l'autre, comme pour tous les gouvernants passés et futurs — c'est même là l'une des affirmations les plus courantes de l'anarchisme — mais alors qu'en conclure sinon que l'exercice du pouvoir a des exigences antisocialistes ? Faut-il donc devenir le pouvoir pour faire ce qu'on trouvait, et qui l'était réellement, à condamner ?

C'est être, en effet, *nigaud* que de croire que le pouvoir pris, le nouveau gouvernant va faire ce qu'il avait annoncé, aussi n'y avons-nous en réalité jamais cru un instant. André Girard peut en être certain.

Nous ne le suivrons pas dans sa démonstration qu'il ne suffit pas de se croiser les bras pour faire la révolution et qu'il y a une lutte armée à envisager. C'est ce que les anarchistes ont toujours dit dans le passé, parfois contre ses nouveaux amis d'aujourd'hui. En effet, nous avons toujours parlé de grève générale insurrectionnelle et expropriatrice. De même, tous les écrivains anarchistes ont répété qu'une révolution est une œuvre de géants, qu'elle exige un travail immense, soulève de problèmes et des difficultés sans nombre et présente des situations terribles. En feignant d'affirmer tout cela contre une prétendue utopie anarchiste, Girard nous laisse une bien pénible impression de mauvaise foi. Au surplus, comment à une telle besogne pourraient suffire quelques dictateurs !

Soulignons cette phrase :

> Au milieu de cette tempête formidable, assaillant la Révolution de toutes parts, comme il devait être facile — tout en détenant « tout le pouvoir » — de réaliser tout ce qu'on aurait voulu !

Girard ignore t il donc que ce que les Révolutions obtiennent et réalisent c'est précisément toujours au milieu de la tempête formidable, après laquelle elle marquent le pas ou reviennent même le plus souvent en arrière ? C'est, du reste, ce qui s'est passé en Russie. Son ironie tombe donc à faux.

Les bolchevistes tonnent contre la collaboration et le réformisme pratiqués ailleurs qu'en Russie, et lorsqu'ils y ont recours à leur tour s'excusent en invoquant « la compréhension des voies du succès révolutionnaire ». C'est en réalité la pratique la plus éhontée de la maxime : Faites ce que je vous dis et non ce que je fais.

Tous les raisonnements de Girard sur la nécessité rappellent à s'y méprendre ceux de la bourgeoisie en haine du socialisme. Chaque fois qu'un renégat est passé à l'ennemi, il les a repris pour les remettre plus ou moins à neuf.

Inutile du reste d'escamoter avec toutes sortes de divagations la question bien précise posée par nous : Du moment qu'avec « le pouvoir, tout le pouvoir » vous êtes obligés de reconnaître que vous ne pouvez pas faire grand'chose, que vous êtes obligé de renvoyer à plus tard votre révolution — ce qui est un mensonge, parce qu'elle devient de moins en moins possible, car entre temps la fatigue survient, l'enthousiasme s'évanouit, les déceptions démoralisent les masses, leur action directe prend fin — où gît donc la force réelle d'un mouvement de transformation sociale ?

La dictature a avoué n'avoir jamais voulu du communisme, que les quelques mesures prises et interprétées comme communistes, ne correspondaient en réalité qu'à ce « communisme de guerre » auquel tous les Etats ont eu recours. Donc, que conclure sinon que le communisme est voulu anarchiquement par les masses elles-mêmes ou qu'il ne faut pas songer à le réaliser par la voie gouvernementale. Car, c'est ridicule d'invoquer l'hostilité étrangère pour prétendre que la Russie n'a pu s'organiser à sa guise à l'intérieur. La vérité est que les paysans russes ont repoussé — et nous ne le comprenons que trop — le communisme d'Etat et ont été empêchés par la dictature bolcheviste d'expérimenter librement d'autres formes de coopération économique.

Voici la conclusion d'André Girard :

> Pour pouvoir s'épanouir intégralement, une révolution socialiste ou communiste doit être internationale sinon mondiale. La révolution russe, encerclée d'Etat capitalistes, dut se replier dans l'étroite mesure du possible, et ce n'est guère aux ressortissants de ces Etats retardataires et qui n'ont pas en faisant chez eux la révolution, aidé la Russie à développer la sienne, qu'il appartient de reprocher à celle-ci sa lenteur et son attente.

Pas d'équivoque. Ne confondons pas la Russie avec la petite poignée de ses dictateurs. Nous n'avons pas de reproches à faire au peuple russe, pas plus à présent qu'au temps où il subissait le joug tzariste. Nous ne connaissons que trop les persécutions et les exécutions atroces dont les populations russes ont été victimes de la part des « autorités révolutionnaires » pour nourrir des sentiments autres que de sympathie émue pour elles.

Notre critique s'adresse exclusivement au gouvernement russe que nous accusons d'avoir saboté et trahi le mouvement révolutionnaire, à seule fin d'étendre un pouvoir... reconnu impuissant pour le bien. Nous ne lui reprochons ni lenteur ni attente, mais la suppression même de quelques maigres garanties et libertés reconnues dans les Etats bourgeois, si bien que dans notre lutte contre la réaction, nous voyons celle-ci se justifier dans le monde entier en invoquant l'exemple des persécutions du premier « pouvoir prolétarien ».

André Girard peut feindre d'ignorer que les prisons russes sont pleines comme au temps du tzarisme, et pleines nullement de bourgeois, mais de paysans et d'ouvriers, de socialistes et d'anarchistes entre autres qui avaient déjà enduré les mêmes persécutions sous l'ancien régime. Ainsi la plus urgente nécessité du régime bolcheviste paraît bien être de tuer tout idéal ! Triste nécessité qui est le propre de toute tyrannie et qui à elle seule suffit à condamner un régime.

La premiére entente internationale de la Russie bolcheviste a été conclue avec le fascisme par une évidente affinité de mentalité et un certain parallélisme dans les moyens et le but : n'admettre aucune opposition, placer tout adversaire hors la loi, créer l'Etat-parti.

Encore une fois, la nécessité ainsi comprise est celle de toute tyrannie contre tout idéal de liberté. C'est là renier du même coup tous les héros et les martyrs, tous les révoltés du passé, toute l'histoire révolutionnaire à travers les siècles.

La théorie bourgeoise du « mal nécessaire » vient de trouver ainsi de nouveaux adeptes. C'est bien triste à constater. L. B.

Pour compléter quelques collections, nous serions très obligés aux camarades qui pourraient nous procurer les numéros suivants (partie française) : 354, 357, 379, 383, 391.

Adresser sous enveloppe au journal.

Notre ennemi c'est notre maître.

En passant

A propos d'élections

Il y a quelque deux mois, l'organe socialiste genevois s'enthousiasmait à l'idée que les conservateurs envisageaient leur ralliement à une participation socialiste au Conseil d'Etat, délivrant par là, disait-il, un beau certificat aux méthodes et à l'action du parti Nicole-Naine. Nous avons souligné le fait que l'intérêt bourgeois recommandait cette participation, car un parti gouvernemental, quel qu'il soit, ne peut que maintenir l'état de choses existant, surtout au point de vue économique.

A ceux qui en douteraient, on peut leur recommander de bien vouloir tenir compte des expériences faites dans les grands comme dans les petits Etats. Il est vrai qu'il ne convient pas d'en parler aux chefs du socialisme électoral. Impatients de suivre les traces de leurs aînés — qui presque tous ont trahi la cause du peuple — de gouverner, de régenter et d'ordonner, ils n'ont en vue que la satisfaction d'intérêts personnels. Tel ce conseiller administratif qui, aussi ambulant que son kiosque et dans son incommensurable bêtise, déclarait qu'il était parvenu à ce qu'il désirait depuis longtemps et ferait tout pour y rester. Mais les travailleurs qui font tous les frais des louches compromissions, des prébendes et des banquets officiels et officieux, qui supportent tout le poids des iniquités économiques et sont les éternels dupes de la politique, les travailleurs doivent se souvenir que sous n'importe quel gouvernement, conservateur, radical ou socialiste, ils se sont toujours heurtés à la plus féroce réaction aux jours des grandes revendications. Des preuves ? Il n'y a qu'à puiser dans les annales ouvrières des pays qui nous entourent et, plus près de nous, se remémorer le régime radical-socialiste genevois.

On comprenait donc aisément que les conservateurs genevois aient songé à une combinaison englobant le parti socialiste pour les élections au Conseil d'Etat. Outre qu'elle ne menaçait en rien leurs privilèges économiques, elle leur permettait de faire encore figure de parti dirigeant. Et les socialistes, leurs chefs plutôt, étaient tout enchantés d'opérer un tel sauvetage, comme ils s'étaient déclarés, au cours des débats sur la loi Gampert, partisans résolus du sauvetage financier de l'Etat bourgeois. Pensez donc, pour un ou deux sièges au Conseil d'Etat, que ne ferait-on pas ?

Aujourd'hui, prenant en considération une autre combinaison susceptible de donner satisfaction à leur amour-propre politique sans le concours socialiste, les conservateurs opèrent une volte-face et affirment catégoriquement qu'ils « ont engagé des négociations avec tous les groupements non socialistes dans le but de chercher à réaliser, en dehors de toutes considérations de partis, la concentration des forces bourgeoises ». Et voici en quels termes le journal socialiste commente cette déclaration :

« Cette fois-ci, ces messieurs de la droite ont été mis dans l'obligation de démasquer leurs batteries. C'est clair et net. Le mot d'ordre est: « Union sacrée » contre la classe ouvrière. Reste à savoir si le peuple genevois marchera dans la combinaison. »

Ce qui est clair et net, c'est que le parti socialiste était prêt à faire l'« Union sacrée » avec ces messieurs de la droite... contre la classe ouvrière. Ce qui est clair et net, c'est que le parti socialiste, par une entente avec les pires ennemis des travailleurs, était prêt à sacrifier les intérêts de la classe ouvrière aux ambitions d'un ou deux de ses chefs. Voilà la réalité. Et maintenant que les ristous calvinistes ne veulent rien savoir, on se demande si le peuple genevois « marchera dans la combinaison ». C'est une élégante façon d'exprimer son dépit.

Commémorations

A Genève, à propos de tout et de rien, on aime « commémorer ». Cela permet à d'influents politiciens ou à des ratés de la politique de se poser à l'attention des foules et de placer des discours de tirs fédéraux. L'autre dimanche, on commémorait le dixième anniversaire de la mobilisation — souvenir douloureux que de cyniques individus n'ont pas craint de remémorer. Disons de suite que c'est avec une immense joie qu'il nous a été donné de constater le complet fiasco de cette manifestation. Ses organisateurs ont pu se rendre compte que depuis dix ans, il s'est passé quelque chose. Le soldat se souvient des brimades et des sévices dont il fut l'objet de la part de galonnés se sentant à l'abri du danger et d'un code suranné. C'est pourquoi seuls les gradés et les membres de la garde civique ont répondu à l'appel et c'est pourquoi aussi que les organisateurs ne récidiveront pas.

Et samedi Philibert-Berthelier était aux honneurs. Comme chaque année, une centaine de personnes avaient tenu à se grouper autour du monument qui rappelle les traits de celui qui fut supprimé en 1519 pour avoir lutté et défendu les idées de liberté. Mais il y a un contraste écœurant à constater, c'est que les personnages qui glorifient les hommes morts pour la liberté sous les anciens régimes, sont les mêmes que l'on retrouve sans cesse dans les rangs de ceux qui, par la force et l'arbitraire, maintiennent le peuple dans l'esclavage économique. Ils sont sans pudeur.

Pouvoir et capitalisme

M. Herriot, chef du gouvernement français, a fait une déclaration officielle très intéressante :

« Evidemment et malheureusement, le pouvoir politique, aujourd'hui, est obligé de tenir compte des puissances d'argent. »

Il n'était point nécessaire de la déclaration Herriot pour apprendre ce que nous savions depuis longtemps, car ce n'est pas d'aujourd'hui que le pouvoir politique est sous la tutelle de la finance. Toutefois, M. Herriot vient de donner à cette vérité sa parole de chef de gouvernement. Elle n'a que plus de saveur. Le capitalisme, c'est le pouvoir. Il a en mains tout l'appareil gouvernemental, la diplomatie, la police, l'armée. C'est lui le responsable de toutes les guerres qu'il a jugé bon de déclancher pour sauver ou raffermir son prestige et ses intérêts. Il est international. « La patrie », « l'honneur du pays », ne sont que des mots servant à justifier ses crimes aux yeux des masses naives. Il serait temps que celles-ci se débarrassent et du pouvoir politique et de son patron — le capitalisme.

Un appel

Les communistes ont pour mot d'ordre de se servir des tribunes parlementaires pour dénoncer les iniquités de la société bourgeoise et comme moyen de propagande en faveur des idées révolutionnaires — ou plutôt en faveur de ce qu'ils appellent la dictature du prolétariat. Malheureusement pour eux, ils ne se font point faute de glorifier tous les actes du gouvernement soviétiste, ce qui leur attire souvent de sévères mises au point. Car ce gouvernement emploie contre ses adversaires des moyens qui rappellent le tsarisme et que la « défense de la révolution » ne saurait justifier. Les prisons russes regorgent de détenus politiques et les camps de concentration fleurissent comme au temps de Nicolas II. On avouera que c'est un peu gênant pour ceux qui nous vantent la «dictature du prolétariat».

Ainsi l'autre jour, à la Chambre française, on discutait amnistie. Et les représentants communistes de vitupérer contre l'amnistie étriquée présentée et défendue par le gouvernement Herriot. C'est alors qu'un député donna lecture de l'appel suivant de la délégation du parti social-démocrate ouvrier de Russie à l'étranger :

« Chaque jour nous recevons de Russie des nouvelles, nous informant de la situation tout à fait insuportable des socialistes et anarchistes, incarcérés sans jugement, par l'ordre du gouvernement bolchéviste, dans les camps de concentration des îles de la mer Blanche.

« L'affluence des prisonniers, parmi lesquels il y a beaucoup de femmes et de jeunes militants, continue toujours, et les casemates des îles de Solovskis, ne pouvant plus renfermer tant de victimes, on les installe actuellement aussi dans les îles Ansersky, encore plus éloignées vers le nord. Par suite de l'alimentation insuffisante des prisonniers, la phtisie, le scorbut se répandent avec une rapidité effrayante, et déjà plus du 45 % des détenus souffrent des symptômes de ces maladies. L'isolement complet du monde extérieur et la défense de s'adonner à toute activité intellectuelle provoquent des ébranlements nerveux. L'hiver passé il y a eu trois cas aigus de maladies psychiques.

« Or, un nouvel hiver approche et les détenus l'attendent avec effroi, sachant bien que pour beaucoup d'entre eux cet hiver apportera la mort. « S'en aller n'importe où, mais seulement ne pas passer encore un hiver dans l'enfer de Solovskis », tel est le cri de détresse de tous les prisonniers.

« Cet appel déchirant doit être entendu. Le temps presse. Dans deux mois, les communications entre Solovkis et le continent seront coupées, et cela pendant huit mois. »

Cet appel — identique quant au fond à tous ceux déjà adressés qusqu'ici — démontre une fois de plus que les méthodes de gouvernement sont partout les mêmes. Il n'y a que l'étiquette qui change. En l'occurence, la situation faite aux socialistes et anarchistes russes doit soulever la réprobation universelle. Il est nécessaire, il est urgent de faire comprendre au gouvernement bolchéviste que nous ne sommes plus au moyen-âge. Un gouvernement qui emploie de tels moyens contre ses adversaires se déshonore aux yeux de tout être non prévenu et simplement humain.

Ce qu'il mériterait

A la même séance de la Chambre française, un député, soldat d'honneur de l'armée rouge, a déclaré triomphalement :

« Un ouvrier russe m'a dit : « Oui, les prisonniers coûtent cher. Il faudrait employer contre eux des moyens plus expéditifs. »

Jusqu'à preuve du contraire, nous admettrons que ce soldat d'honneur de l'arrière a inventé cette déclaration. Et puis, vraie ou fausse, en la faisant sienne, ce député-soldat d'honneur mériterait d'être rayé du nombre des vivants.

Les semeurs de haine

Sur invitation de leurs camarades, cent cinquante enfants de communistes allemands sont venus passer leurs vacances à Paris. A ce propos, le *Matin* et les *Débats* ont publié deux entrefilets qui se ressemblent par la haine qu'ils exhalent. Voici l'échantillon :

« Cent cinquante petits communistes allemands ont été invités par de grands communistes français à venir passer leurs vacances à Paris. Ils sont arrivés par trois wagons spéciaux à la gare de l'Est. Et, à peine descendus du train, ils se sont mis à entonner l'*Internationale*. Quelques-uns portaient des pancartes où on lisait cette inscription : « Les enfants allemands et français sont frères ». Aimable spectacle. Charmante scène: Il est fâcheux que le programme du voyage ne comporte pas une tournée dans les régions dévastées. Les jeunes communistes y auraient eu un touchant exemple de la fraternité franco-allemande qu'ils auraient pu, à leur retour au Vaterland, décrire à leurs petits camarades. »

Nous comprenons très bien que les accents de l'*Internationale* aient déplu aux bourgeoises oreilles des rédacteurs de l'entrefilet ci-dessus. Mais ces plumitifs n'ont pas désarmé et leur souci est d'entretenir la haine ente peuples, laquelle sert puissamment les privilèges qu'ils ont charge de défendre. *Video.*

Les socialistes et la guerre

(Suite et fin)

L'opportunisme socialite

Chose incroyable ! Racovski, après avoir écrit tout ce que nous venons de reproduire, tonne contre l'opportunisme socialiste. Ecoutons-le :

La vraie tactique socialiste n'aurait pas compromis la défense nationale.

D'ailleurs, ceci m'a été confirmé par un camarade allemand qui, à ma question de savoir si le prolétariat allemand n'aurait pas fait son devoir comme soldat si les socialistes refusaient de voter les crédits nécessaires, se prononçait sans difficulté pour l'affirmative.

Je suis certain que la même remarque peut être faite pour la France. Dans notre propagande nous avions déjà préparé le prolétariat pour une pareille tactique : être contre la guerre, *mais aussi contre le sabotage de la défense nationale. Le vote des crédits qui rompait brutalement la continuité et l'unité d'action du socialisme international et qui a créé dans la conscience du parti une fissure par laquelle s'est introduite peu à peu toute une mentalité antisocialiste, n'était pas un acte*

d'intérêt socialiste ou national. La meilleure preuve c'est qu'en Allemagne, nous le tenons d'une source certaine, le chancelier lui-même admettait, quelques jours avant la convocation du Reichstag, dans une conversation avec Haase, que les socialistes ne voteraient pas les crédits et que leur conduite logique était de s'abstenir. Pourquoi donc tant de zèle nationaliste? Quels en sont les motifs?

Il doit en exister de bien sérieux; il en existe, sûrement, mais ils sont d'une nature bien opportuniste. Ce n'est pas la peur de l'ennemi extérieur, mais la peur de perdre des electeurs, dont la mentalité était façonnée par la presse jaune, la peur — je parle ici de l'Allemagne — de voir les organisations matées, les caisses confisquées, les journaux suspendus, la vie du mouvement syndical et politique paralysée, qui créa ce malheureux courant guerrier. Toute la campagne du révisionisme allemand désirant la collaboration des classes, servit à préparer le terrain.

Dire que tout cela nous est donné pour du socialisme de marque marxiste la plus authentique! C'est tout simplement pitoyable.

Donc, avant tout, la vraie tactique ne doit pas compromettre la défense nationale, et si l'on vote contre les crédits de guerre, c'est là un geste sans aucune portée. Nous dirons plus: c'est un geste contradictoire et parfaitement ridicule. Puisqu'il faut marcher comme soldats et que cela ne serait possible pour des millions d'hommes sans de formidables crédits, quoi de plus absurde que de prescrire un devoir pour refuser les moyens qui seuls permettent de l'accomplir.

Or, toute l'intransigeance socialiste, tout son révolutionnarisme devait consister à refuser les crédits de guerre, non pas comme beaucoup trop de naifs l'ont cru, l'ont répété et le répètent encore, à s'insurger contre la mobilisation.

Peut-on formuler une phrase plus niaise que celle-ci: «Etre contre la guerre, mais aussi contre le sabotage de la défense nationale», autant dire: «Tout donner, la vie même, à la guerre, bien se garder de saboter et se dire néanmoins contre la guerre!». Nous ne comprenons que trop que le chancelier de Guillaume II lui-même ait admis une opposition aussi extraordinaire! Mais la députation socialiste au Reichstag allemand voulut être plus impérialiste que le chancelier de l'Empire lui-même et vota les fameux crédits de guerre.

C'était tout simplement commettre une hypocrisie et une absurdité de moins, et pourtant Racovski voit en cela surtout une «fissure dans la conscience du parti». Pauvre conscience qui n'a jamais été faite que de fissures laissant tout passer.

Relevons l'aveu que les organisations, les caisses, les journaux, etc., tout ce qui nous était donné en somme comme représentant la force indiscutable du socialisme allemand, devait en devenir, comme nous l'avions prévu, une cause de faiblesse et rien de plus. Sauver les caisses d'abord, tant pis s'il n'était pas possible ainsi de sauver ensuite les vies des travailleurs. De la sorte, le socialisme avait fini par avoir la plus pure mentalité bourgeoise.

Deux justes remarques

Racovski continue ainsi son réquisitoire contre les socialistes allemands:

A cela il faut ajouter, pour l'Allemagne toujours, ce qu'on a appelé le caporalisme, sentiment opposé à une véritable démocratie. *Le parti socialdémocrate allemand, malgré un travail de géant d'un demi-siècle, ne pouvait remplacer ce que l'histoire faisait, ailleurs, par ses révolutions. Le peuple allemand reste, dans le fond de son âme, encore imbibé du culte de la force.*

C'est là une remarque que les anarchistes ont faite très souvent. Une véritable besogne de transformation est toujours révolutionnaire, et rien ne saurait remplacer les révolutions.

Pour maintenir l'équilibre dans ses critiques aux uns et aux autres, Racovski ajoute ceci au sujet des socialistes français:

Les socialistes français comprennent admirablement bien que si les autres pays étaient en guerre ou menacés d'invasion, rien ne les obligerait à demander l'intervention armée de la France. Ce serait une absurdité. Si la France est en guerre, les choses changent: ils nous demandent, ils exigent même de nous faire les apôtres de la guerre et d'envoyer le prolétariat de nos pays à la boucherie.

Nous nous rappelons d'une récente proposition à un congrès communiste à Moscou, établissant aussi pour les prolétaires d'un Etat bourgeois allié de la Russie, le devoir d'aller à la boucherie. Ainsi, plus ça change, plus c'est la même chose.

Conclusion

Tous les socialismes parlementaires étant foncièrement étatistes sont dans l'impossibilité de se dépétrer d'une foule de contradictions et d'être entièrement révolutionnaires, d'envisager autre chose que des coups d'Etat leur permettant de saisir le pouvoir.

Jusqu'à la guerre mondiale, tous les congrès de toutes les fractions du socialisme, malgré une légende très répandue et très accréditée, avaient pris l'engagement formel pour leurs membres de participer à la défense nationale, de *faire la guerre*. Ce qui s'est passé est donc bien la suite logique de ce qui avait été décidé. La trahison se trouvait dans la doctrine et dans la tactique déjà avant leur application.

Maintenant, où en sommes-nous? Où allons-nous? Voilà des questions angoissantes que nous posons sans pouvoir y répondre. En tout cas, les quelques meetings de ces derniers temps contre la guerre ne nous paraissent pas une réponse suffisante.

C'est là la question capitale. L'escamoter, c'est rendre nulle toute propagande et action du socialisme.

MÉLANGES

Le Vénézuéla è Genève

Grâce à messieurs les officiers, la population genevoise a eu, le dimanche 17 août, une vision militaire de certains Etats de l'Amérique centrale. Dans chacune de ces républiques, il y a une armée de colonels et de généraux, puis quelques soldats, pas même un pour chaque général. Il faut dire que là-bas l'avancement est rapide.

A Genève nous avons eu un identique spectacle. Sous prétexte de commémorer le dixième anniversaire de la mobilisation, nos colonels firent organiser une grande manifestation militariste. Ce fut un immense four, et au point de vue carnavalesque, très inférieur à ce qui se fait au Vénézuela, car dans ce pays, les généraux remplacent les soldats par des plumes à leur coiffure, et moins ils ont d'hommes à commander, plus ils sont empanachés, ce qui assure le succès de toutes leurs manifestations de rues. Ici les colonels ne portent pas de plumes et ne sont pas décoratifs. Leur succès est médiocre lorsqu'ils défilent à la queue leu leu. Ces messieurs galonnés faisaient d'autant plus triste figure que rien n'avait été négligé pour assurer le succès de la manifestation. Depuis un mois toutes les feuilles bourgeoises lançaient leur appel quotidien; des cartes illustrées et une brochure avaient été éditées et criées par les camelots, puis un «plat artistique» était promis à chacun des participants. Un pasteur fut même requis pour recruter les manifestants dans son temple. Hélas, malgré le saint homme, ce fu le four... pour mettre le plat.

Le programme comportait des rassemblements sur divers points de la ville, desquels, en colonne de marche, les soldats devaient se rendre sur la plaine, seule place jugée assez grande pour contenir les flots de militaires heureux de revoir leurs vaillants chefs. A la Servette, où les organisateurs comptaient sur une grande affluence, six hommes se présentèrent.

Au Rond-Point de Plainpalais, les colonels, l'air morne, attendirent longtemps. Pendant plusieurs minutes, quelques hommes mobilisés à cet effet, tapèrent sur des peaux d'âne sans parvenir à rallier quiconque, autre que quelques curieux narquois. Un orateur millionnaire dit quelques paroles, puis les officiers et autres gradés se mirent en marche, suivis de quelques douzaines de soldats confus.

La démonstration était faite que, lorsqu'ils n'ont pas à redouter la vindicte des tribunaux militaires, les hommes aiment mieux rester chez eux que prendre part aux exercices armés.

La manifestation du 17 août, en plus d'une grotesque mascarade, était une injure à tous ceux qui, par le monde, tentent de rendre une nouvelle guerre impossible.

Un hommage aux morts? Mensonge. Il n'y a qu'une façon, non pas d'honorer, mais d'éviter que de nouveaux morts s'ajoutent aux millions déjà trop nombreux; c'est de vider les casernes et supprimer les spectacles militaires. Il faut que finisse la comédie de la paix armée. Alors que, de l'aveu même des pires chauvins, il faudra aussi longtemps pour réparer les ruines de la guerre chez les vainqueurs que chez les vaincus, et qu'une étroite solidarité économique de tous les Etats d'Europe est indispensable pour éviter la ruine totale, il ne peut y avoir que des criminels et des fous pour oser soutenir qu'une armée est la sauvegarde d'une nation. La théorie patriotique, c'est l'invite aux gens bien portants à s'entr'égorger, quitte après, à partager les remèdes sur un lit d'hôpital.

Nous n'en voulons pas et, selon toutes nos possibilités, nous continuerons à combattre tous les partisans de l'armée et du patriotisme bestial... et commercial.

Niaiseries

Il y a déjà pas mal de temps que les révolutionnaires français ont démontré au monde que les titres de noblesse ne conféraient, par eux-mêmes, ni intelligence, ni grandeur d'âme. De nombreux possesseurs de parchemins ont même fait la preuve qu'on peut être noble et coquin tout à la fois. Dans la plupart des cas, les rois, princes, comtes, barons et marquis, commencèrent par être coquins, et leur ascension nobiliaire fut une des récompenses de leurs méfaits. Qu'aujourd'hui les héritiers de ces peu reluisants ancêtres soient vaniteux de leurs titres, c'est leur affaire. Mais que des «roturiers» prennent au sérieux cette noblesse d'état-civil, c'est à pouffer de rire. Et les sots sont assez nombreux pour que souvent l'on ait à rire. Une petite demoiselle a, l'autre jour, marié un Napolitain porteur d'une dizaine de noms ronflants et qui est, paraît-il, descendant d'un pape.

La Suisse en a informé ses lecteurs, puis, concluant, assure qu'à midi et quelques minutes, Genève pouvait être fière d'avoir donné une nouvelle princesse à l'Italie. Elle oubliait d'ajouter que la «princesse» était bernoise.

M'est avis que Genève s'en fiche. Si jamais elle a une occasion de s'enorgueillir, ce ne ne sera pas en donnant des princesses à l'Italie, mais au contraire en lui aidant à se débarrasser de celles qu'elle a déjà, et qui sont innombrables.

A. A.

L'Oeuvre Internationale des Editions Anarchistes vient de publier:

"AU CAFÉ"

par *Errico MALATESTA*

«AU CAFE» c'est toute la thèse communiste-anarchiste remarquablement exposée sous la forme alerte, vivante et simple qui est le propre de la conversation.

Due à la plume du militant éprouvé que connaissent et aiment les anarchistes de tous les pays, cete série de dialogues s'est enrichie de plusieurs entretiens que ne contenait pas la brochure parue il y a longtemps et qui est épuisée.

On trouvera dans ce volume la précision et la clarté qui, doublées d'une logique implacable et d'une expérience cinquantenaire confèrent aux récits de ERRICO MALATESTA une valeur inestimable et une force de propagande exceptionnelle.

En vente au *Réveil;* prix fr. 1.50.

Montjuich - La vision ultime

Nous venons de faire une nouvelle édition de ce tableau, qui a eu un si grand succès.

Le prix est de 70 cent. l'exemplaire pour la Suisse; pour les pays étrangers, il sera établi suivant le change. Afin d'éviter de trop grands frais de port et d'emballage, il serait désirable que toute commande ne soit pas inférieure à dix exemplaires.

Publications de LA RÉVOLTE et TEMPS NOUVEAUX

Revue éditée par JEAN GRAVE.

Prix des 27 numéros parus jusqu'à ce jour: fr. 2.50

Les camarades de Genève sont chaudement invités à assister aux réunions qui ont lieu tous les jeudis au local habituel.